

La Vie Internationale

21 F. 53

Les Controverses autour de la Politique Américaine

La notion de politique aux Etats-Unis.

Ce qui rend difficile la compréhension mutuelle entre l'Europe et les Etats-Unis, c'est la conception même qu'on se fait de la politique de part et d'autre de l'Océan. En Europe la politique, c'est avant tout un conflit de doctrines; les idéologies commandent tout jusqu'à l'intérêt national. Elles cherchent non à s'adapter aux réalités économiques et aux problèmes soulevés par des relations internationales, mais à les adapter à soi.

Aux Etats-Unis il n'y a que deux partis qui sont en réalité deux machines politiques entre lesquelles il n'y a pas de différences doctrinales et qui défendent les mêmes intérêts disparates et souvent divergents, si bien qu'il y a eu des membres républicains dans les cabinets démocrates et inversement. L'existence de deux partis ne divise par le pays entre une droite et une gauche. Ils alternent au pouvoir et celui qui le détient est constamment surveillé par l'autre dans sa gestion des affaires et sans cesse obligé à des compromis. La politique est une affaire comme une autre où la direction tient compte de l'avis des censeurs. Et, comme c'est le cas en ce moment, on s'efforce sur, les questions vitales, d'édifier une politique de compromis, bi-partisane. En Europe au contraire l'opposition tient à honneur d'avoir ses vues contraires à celles du Gouvernement.

L'évolution de Washington.

On commença à se rendre compte en Europe qu'on s'était ému trop tôt d'une prétendue dictature des républicains. L'évolution de la politique américaine, en ces derniers jours, montre au contraire que le président Eisenhower ne cherche pas à imposer une politique établie par avance à ses opposants pas plus qu'à ses alliés. Il cherche à accorder ses propres vues à celles des autres de façon à ne retenir que ce qui est acceptable à une large majorité aussi bien aux Etats-Unis mêmes qu'à l'O.N.U.

Le discours de Foster Dulles de retour d'Europe est très significatif. Il n'est pas question d'imposer aux Européens par des moyens de pression financière ou autres, les vues qui ont la préférence du gouvernement des Etats-Unis et qui seraient acceptées de mauvaise grâce. Il s'agit de les mettre en mesure de choisir leur voie. Les Américains reconsidèrent leur politique en fonction des décisions prises.

Il est bien évident, par exemple, que la stratégie des Etats-Unis ne sera pas la même selon que l'Europe constituera ou non une communauté de défense, selon qu'ils pourront compter sur le continent, avec une force allemande intégrée ou le devront sans elle. De même, puisque l'aide américaine ne

sera plus, sauf exception, une aide économique, mais exclusivement destinée à renforcer la défense du monde libre, cette aide n'ira pas à des organisations militaires indépendantes et partant inefficaces, mais à des ensembles défensifs internationaux seuls susceptibles de constituer une force effective.

Pourquoi les E.-U. veulent l'unification de l'Europe.

Mais il n'y a pas pour les Etats-Unis qu'un intérêt militaire à l'intégration des armées européennes. Leur action en faveur d'une fédération vient d'un autre sentiment. L'Américain est intervenu à deux reprises dans des guerres sanglantes et coûteuses pour régler des différents nés des rivalités européennes qui menaçaient de les atteindre. Le péril soviétique n'est sans doute que temporaire. Les Américains ne veulent pas, lorsqu'il aura disparu se retrouver dans la situation antérieure et après avoir écarté un péril majeur être obligé d'arbitrer les conflits renaissants entre nations européennes au risque d'y verser encore sang et argent. Ils tiennent moins au fond à un réarmement allemand qui ne changera peut-être pas grand chose à la situation actuelle et que, eux, Américains peuvent suppléer par une autre stratégie dite périphérique, qu'à l'élimination par une fédération solide des germes de futurs conflits. Ils craignent aussi que l'Allemagne laissée à elle-même et empêchée de développer sa puissance renaissante, en désespoir de cause, ne finisse par passer au camp russe par infiltration ou passivité, ce qui, à long terme, n'est pas inconcevable.

« Containment » ou libération.

Autre point. La controverse entre les Américains d'une part et les Français et Anglais de l'autre continue sur le choix entre la politique du « Containment » et celle de libération ou du refoulement des Russes. Le célèbre économiste James Burnham s'explique dans un article sur la politique de libération qu'il préconise: Le péril, dit-il en substance, n'est pas dans la possibilité d'une guerre entre la Russie et le monde libre. Les Soviets n'ont pas la moindre intention de la faire. Si les communistes réussissent à consolider leurs conquêtes actuelles, leur complète victoire est assurée. Regardez un atlas, dit-il, et vous verrez qu'une destruction complète du système impérial des Soviets est indispensable si nous voulons survivre.

« La tactique présente des Soviets, dit Burnham, est de détourner le monde libre d'une politique de libération par la guerre politique et la terreur psychologique qui détruisent les conditions internes d'une libération. Par les purges, l'endoctrinement de la jeunesse, la russification, la famine dirigée, la falsification de la culture et de l'histoire,

les déportations de groupes entiers dans les camps de travail forcé, les transferts de population, ils accomplissent un génocide systématique. »

A notre avis, il n'est pas du tout certain que les méthodes soviétiques atteignent leur but du moins dans un proche avenir. Burnham a raison s'il veut dire que la carte actuelle de l'Europe n'est pas viable, et qu'un bouleversement est fatal avant longtemps et qu'il se fera en faveur des Russes, si le monde libre se contente d'une opposition passive. Une politique statique de sa part est, comme dit Burnham, précisément ce que souhaitent les Soviets pour triompher et ils ne craignent rien tant qu'une campagne de libération où ils ont tout à perdre. Ces considérations veulent qu'on y réfléchisse à la lumière des faits et des renseignements de l'histoire. Il ne doit pas être un thème de polémique entre stratégies de gauche ou de droite.

Nous pensons pour notre part qu'on a tort de croire qu'une politique dynamique est plus risquée. On a vu ce qui s'est passé lorsqu'on a manqué l'occasion d'arrêter à temps les Japonais, Mussolini et Hitler; Anglais et Français devraient s'en souvenir. Une action vigoureuse ne comportait pas de risque de guerre en 1932, 1935 et 1936. Elle n'en comporte pas davantage aujourd'hui. En sera-t-il de même demain?

Voilà le problème tel qu'il se pose et qu'il faudrait étudier de concert entre grandes nations sans idée préconçue comme sans passion. Ce qui ressort de plus clair des déclarations d'Eisenhower et de Dulles, c'est que la politique américaine n'est fixée sur aucun problème essentiel, ni en Europe ni en Asie et que, comme il arrive malheureusement toujours, plus on consulte et moins on se résout. Les démocraties faute de s'accorder jamais sur une conduite commune demeureront-elles dans la discorde et l'impuissance? S'il y a quelque chose de sûr, dans ces questions complexes c'est que c'est celle-là qui comporte pour tous les intéressés le maximum de risques.

Ces risques sont-ils comme le croit Burnham réellement mortels? Tout est là. Sont-ils analogues à ceux courus entre 1932 et 1936 on peut en discuter: Le bolchevisme est en perte de vitesse; moralement il s'affaiblit sans cesse, économiquement, il comporte bien des points critiques. Il y a beaucoup de bluff dans ses airs de puissances. Si le danger n'est pas pressant, il faut cependant se tenir prêt à profiter du premier moment de défaillance propice et aussi penser aux dangers futurs que ce danger présente masquée, à ce qui peut se passer sur le Rhin quand les Russes n'en seront plus à 150 kilomètres.

CRITON.